





## ENSEIGNANT

à l'université de Picardie, le sociologue Willy Pelletier est co-auteur, avec la politiste Julie Gervais et l'historienne Claire Lemerrier, du livre *La valeur du service public* (éd. La Découverte, 2021).

ouvrières du soin. Ensuite, ce démantèlement accentue l'oubli de certains territoires, et avec eux des usagers. C'est ce qui se passe avec la fermeture des maternités de proximité. Dans les milieux populaires plus qu'ailleurs, les enfants représentent ce qui permet de tenir quand plus rien ne tient. Accoucher est donc très fort. Obliger les femmes à deux heures de route quand la douleur vrille le ventre et que les couples vivent déjà dans l'incertitude du lendemain, c'est l'exaspération de trop. Tout cela se conjugue avec la fermeture de classes, du bureau de poste, de l'antenne de Pôle emploi. Avec aussi les fusions entre services, les réductions de personnel dans les mairies et les préfectures. Moins il y a d'agents et plus les files d'attente s'allongent sans que les usagers obtiennent ce qu'ils espéraient. La détresse et l'amertume présentes des deux côtés des guichets accroissent les tensions et les dérapages.

### QUI SE CACHE DERRIÈRE CETTE MODERNISATION INVOQUÉE ?

Ces vingt dernières années, une caste nouvelle s'est formée : la noblesse managériale public-privé. Elle circule d'un secteur à l'autre. Le « pantouflage » existe depuis très longtemps mais, généralement, il s'accomplissait en fin de carrière. Aujourd'hui, il est immédiat et partie intégrante de l'ADN de carrière des énarques. Ceux-ci savent donc faire fonctionner le service public comme une entreprise. Les écoles du pouvoir ont été converties en *business schools*, avec leur foi libérale et leur dogme : les calculs de coûts, la forte hiérarchisation du travail, le transfert aux marchés de la part rentable des services publics. La seule boussole est la rentabilité financière rapide. Ce qui s'avère absolument contraire à l'intérêt général. Une des conditions des modernisateurs est l'invisibilisation. La plupart des modernisations s'effectuent lentement et les collectifs de travail des agents publics se désagrègent. Les usagers n'en connaissent que le résultat. La dégradation des collectifs tient beaucoup à l'augmentation des emplois précaires, des salariés empilant CDD sur CDD dans la fonction publique. Qui le voit ? L'invisibilisation relève aussi de la culpa-

bilisation. Tout devient faute personnelle des agents, défaut d'adaptabilité. Ils sont priés, comme dans le secteur privé, de travailler sur leur propre stress. Les agents des services publics sont partout, ils effectuent des tâches centrales. Mais dans le silence, si bien que l'on ne sait pas leurs souffrances. Sans compter les campagnes de dénigrement de la fonction publique.

### LA CRISE SANITAIRE PEUT-ELLE PERMETTRE DE REVENIR AUX VALEURS DE BASE DU SERVICE PUBLIC ?

Lors du premier confinement, j'ai eu le sentiment que l'on a applaudi les soignants un peu comme on applaudissait les gladiateurs à Rome. Leur travail est payé en monnaie de singe. Et les règles de rentabilisation – en particulier la T2A [*tarification à l'activité*] – continuent de s'appliquer à l'hôpital et conduisent toujours à fermer des lits. Les inégalités sociales sont déjà à l'œuvre, et de plus en plus de territoires sont abandonnés en France. Les services sont utiles à tout le monde, mais les riches en ont moins besoin que les pauvres. Les disparités sont ubuesques. Désormais, l'entrée à l'université s'effectue par Parcoursup, engendrant d'inraisemblables dysfonctionnements. Depuis plus d'un mois, à Nanterre, 61 jeunes de milieux modestes – surtout des filles – n'ont toujours pas le droit de s'inscrire à la faculté car le système déraille. Cette situation produit du malheur et empêche l'ascenseur social de fonctionner. Avec un risque d'explosion de rage des classes populaires et un vote d'extrême droite. Jusqu'où iront les régressions ? C'est très préoccupant. Heureusement, tout n'est pas joué. Il est possible de préserver des services publics civilisés. L'enjeu est d'inventer des dispositifs (1) où se rencontreraient des usagers, des élus, des salariés du secteur pour imposer une « mammoth pride », en opposition à la phrase de Claude Allègre affirmant qu'il fallait « *dégraisser le mammoth* ». Nous devons être fiers des services publics et du rôle qu'ils jouent dans la société. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR BRIGITTE BÈGUE

(1) Infos sur [www.vivelesservicespublics.org](http://www.vivelesservicespublics.org).

